



Arrêté du Président portant délégation de fonction à Monsieur Bruno SAINTYVES 9^{ème} vice-président

Le Président de la Communauté de Communes des Villes Sœurs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-2, L. 5211-9, L.2122-22 et L.2122-23,

Vu les délibérations n°20260409-3 en date du 09 avril 2026 et 20260428.1.1 en date du 28 avril 2026 déterminant le nombre de Vice-Présidents ;

Vu le procès-verbal des élections du 9^{ème} vice-président en date du 28 avril 2026,

Vu la délibération n°20260428-2.1 en date du 28 avril 2026 portant élection d'un 9^{ème} vice-président,

Vu la délibération du Conseil communautaire n°20260409-7 du 09 avril 2026 relative aux délégations données par le Conseil Communautaire au Président,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.5211-9 du code général des collectivités territoriales, le Président peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents ;

Considérant que relativement à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales, les décisions prises en application des attributions déléguées par le conseil communautaire au Président ne pourront pas être signées par le vice-président agissant au titre de la délégation de fonction qui lui est présentement donnée ;

Considérant que le nombre et l'importance des compétences transférées par les communes à la communauté de communes rendent nécessaires la mise en place de subdélégations du Président aux vice-présidents ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter de la signature du présent arrêté Monsieur Bruno SAINTYVES, 9^{ème} vice-président, reçoit délégation pour connaître de l'ensemble des affaires communautaires concernant la ou les matières suivantes :

Développement des mobilités douces et des transports en commun.

A ce titre, Monsieur Bruno SAINTYVES, en l'absence ou en cas d'empêchement du Président a la charge de représenter les intérêts de la communauté de communes sur ce ou ces différents sujets.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Article 3 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera : Transmis au représentant de l'Etat ; notifié à l'intéressé et publié dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales. Ampliation sera transmise au comptable de la collectivité.

Fait à Eu, le 30 avril 2026

Envoyé en Sous-Préfecture le :

Affiché le :

Notifié à l'intéressé le :

Signature :

Le président,
Eddie FACQUE

